

ABDELKADER BENSALAH MIS DANS L'EMBARRAS

Deux projets de loi anticonstitutionnels
devant le Sénat !

Le Conseil de la nation est appelé à examiner deux des nouvelles lois sur les réformes politiques, successivement celle portant sur les cas d'incompatibilité des mandats parlementaires et celle traitant des quotas des femmes dans les assemblées élues. Une simple formalité ? Pas cette fois-ci. Et pour cause.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'une et l'autre s'avèrent anticonstitutionnelles ! Une source très bien informée nous révèle, en effet, que le gouvernement tente de rattraper le coup avant que cela ne soit trop tard. «Abdelkader Bensalah est vraiment dans une position peu enviable, lui qui hérite d'un autre cadeau empoisonné que lui a légué Abdelaziz Ziari», nous confie notre source. Il s'agit de l'avant-projet de loi sur la représentativité des femmes dans les assemblées élues.

«Complètement modifié au niveau de l'Assemblée, le texte voté par les députés n'a plus rien à voir avec celui présenté par le gouvernement. Sur pression de Abdelaziz Belkhadem, la commission juridique a trituré le texte sans pour autant procéder aux simulations d'usage en pareilles circonstances.

A savoir examiner l'applicabilité des dispositions modifiées. Or, la commission juridique renvoie le taux de la représentativité féminine, initialement fixé à 30% par le gouvernement sans tenir compte

des mécanismes de la mise en application en réel, ni de la Constitution.» S'agissant de la première tare, l'applicabilité impossible de ces dispositions, l'on cite par exemple le cas d'une législative et des quotas réservés aux femmes sur les listes électorales pour la communauté algérienne à l'étranger. Le nombre total des sièges de la communauté est de huit, dont quatre rien que pour la communauté établie en France.

Pour le reste des circonscriptions (reste de l'Europe, Amérique du Nord et Asie, Maghreb arabe et le reste du monde arabe), il est prévu un siège chacune. «Comment dès lors faire appliquer la parité pour un seul siège comme prévu par la commission juridique de l'APN ?» ironise notre source.

Au niveau national, la même commission juridique prévoit des taux respectifs de 40% pour Alger, de 35% pour Oran, Sétif et Tizi Ouzou, 30% pour trente wilayas et 20 % pour quatorze autres wilayas. Pour ces quatorze dernières wilayas, le cas relève

également de l'insolite. Pour la simple raison qu'il s'agit des wilayas dont le nombre de sièges à se disputer est de quatre et moins. Or, 20% de 4, c'est 0.8 ! «C'est mathématiquement juste, mais humainement irréalisable ! Nos députés sont dans l'irréel.

Et c'est inadmissible lorsqu'on sait que le président de l'APN a, à sa disposition, une armée de conseillers», fera remarquer notre source. Des conseillers qui auraient également pu aisément lever l'autre entorse, constitutionnelle celle-là, faite en procédant à la répartition des quotas à des taux différents entre les wilayas.

«De quel droit accorde-t-on aux femmes d'Alger 40% et celles du Sud par exemple 20% seulement ?» Une répartition en tout cas qui tombe en parfaite violation de l'article 29 de la Constitution algérienne qui stipule ce qui suit : «Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale.» C'est dire que, même si le Sénat adopte la loi telle que modifiée par l'APN, elle sera invalidée par le Conseil constitutionnel ! «Des tractations sont en cours d'ailleurs pour que les membres du Conseil de la nation puissent, comme ils



Photo : Samir Sid

en émettent le vœu, procéder à un vote article par article. Cela passe par une réunion des membres des bureaux des deux chambres du Parlement», nous confie encore notre source.

Les cas d'incompatibilité ? C'est tranché depuis 1989 !

L'Assemblée populaire nationale et le gouvernement se partagent par ailleurs la responsabilité d'avoir fait adopter un autre texte de loi en violation de la Constitution : la loi sur les cas d'incompatibilité des mandats parlementaires.

Telle qu'approuvée par les députés jusque-là, cette loi dispense deux catégories profes-

sionnelles, les professeurs d'université et les professeurs de médecine de la contrainte de ne pas cumuler exercice du mandat et celui de leur profession.

C'était exactement ce que prévoyait l'article 8 de la loi 89-14 portant statut du député adopté en été 1989, déjà. Mais qui sera invalidé par le Conseil constitutionnel par arrêté n° 2-83 du 30 août 1989, faisant référence aux dispositions du même article 29 de la Constitution cité plus haut !

Le même projet de loi est présenté aujourd'hui, mardi, au niveau du Sénat par le ministre de la Justice, Tayeb Belaïz. Sans la moindre chance de voir le jour, un jour...

K. A.

SIDI BEL-ABBÈS 11 terroristes condamnés à la perpétuité par contumace

Dans la journée de lundi dernier, la cour criminelle de Sidi Bel-Abbès, siégeant en cette session, a condamné à la perpétuité onze terroristes actuellement en fuite sur les treize accusés dont deux, les nommés Halfaoui Lahcen, «émir», et Khelifati Mohamed ont été abattus par les forces de sécurité au début de cette année et contre lesquels les poursuites judiciaires ont été arrêtées pour cause de décès.

Selon la lecture de l'arrêt de renvoi, dans la journée du 16 novembre 2010, veille de l'Aïd El-Adha, les 13 accusés ont, dans la localité de Teghalimet, daïra de Telagh (SBA), investi la tente des nomades installés dans la région durant la nuit, à la recherche de B. Tayeb, absent ce jour-là, pour l'assassiner.

Ne le trouvant pas sur les lieux, les terroristes ont ligoté sa famille avant de lui faire subir des violences physiques. Ils sont repartis avec des portables, un véhicule léger, un camion, des équipements et 58 têtes de mouton. Un membre de cette famille, qui s'était terré dans une autre tente à la vue des terroristes, a rendu l'âme 24 heures après suite à ces atrocités. Il s'agit de B. Z.

Lors du procès, la famille a relaté les faits sans pourtant arriver à identifier formellement les agresseurs. Malgré cela, le groupe de terroristes, se composant d'Abdou Cheikh, Ghalem Elatoui, Nacer Houari, Guendouz Abdelhak, Touhami Abderrahmane, Heddi Amar, Mebarki Khelifa, Berras Abdelkrim, El Yazid Mohamed, Arab Hadj et Yebous Benamar, a été condamné à la perpétuité pour avoir sévi dans la région et perpétré plusieurs actes terroristes dont celui contre les nomades.

A. M.

GHANNOUCHI À ALGER

Une visite incongrue !

«Nous voulons exporter un modèle qui préserve l'Islam de l'étiquette de terrorisme, de l'extrémisme et de fanatisme. Nous ne voulons pas d'un islam qui nie la démocratie et les beaux-arts.» Ce sont les propos que Ghannouchi a tenus aux côtés du chef de HMS.

Ghannouchi essaie-t-il de rallier les islamistes algériens à la ligne politique de son mouvement et de donner à Ennahda une profondeur stratégique qui renforcerait sa position en Tunisie ? HMS, qui voit en ce printemps arabe une expression de la volonté divine, se laissera-t-il convaincre à désacraliser son action politique ?

La visite et les déclarations de Ghannouchi n'auraient pas été particulièrement problématiques si elles étaient inscrites dans les limites des relations entre partis.

Certainement que le nouveau positionnement politique du visiteur tunisien ne lui a pas fait perdre toute proximité avec la nébuleuse islamiste même si, aujourd'hui, il pourrait plus être apparenté FLN que HMS.

Mais elle devient absolument problématique par les débordements qu'elle a par

rapport à ce cadre partisan. Dans les échanges entre partis chacun est libre de vanter son expérience à qui veut bien l'écouter. Mais sorti de ce cadre, pour se retrouver sur une quasi-visite officielle, cette visite est plus que problématique ; et tourne à la provocation. Bien que ce ne soit pas d'aujourd'hui que le protocole n'est plus ce qu'il devrait être dans ce pays, il faut tout de même s'offusquer de ce qu'un chef de parti soit accueilli par le second personnage de l'Etat, et que sa visite prétende à «des concertations pour l'intérêt des deux pays et de la région».

Que je sache, Ghannouchi n'a nulle qualité, en son pays, qui justifierait un tel accueil de la part des autorités algériennes.

D'autant plus que ce traitement contraste à l'extrême avec la tiédeur et la distance qui ont marqué l'appréciation que ces mêmes autorités ont eue, il y a quelques mois, après la «révolte du jasmin». Sauf à considérer que l'objet de toute cette sollicitude est de se faire pardonner, ou de déjouer, une expulsion décidée au lendemain de l'arrêt du processus électoral, rien ne justifie un accueil qui frise l'ingérence dans la transition tunisienne.

Ghannouchi peut-il être fondé à se présenter comme «le guide» du peuple tunisien ?

Il y a d'abord lieu de souligner que la révolte du jasmin est le fait du peuple tunisien. Les différentes formations qui l'enfourchent aujourd'hui ne peuvent en réclamer ni la paternité, ni l'encadrement. Ce sont ces formations qui se trouvent redevables à la population.

A défaut d'avoir été à l'initiative de la chute du pouvoir de Ben Ali, il est attendu d'elles aujourd'hui de prolonger cette révolte et de lui ouvrir des perspectives révolutionnaires.

De se hisser à la hauteur des aspirations portées par le déferlement populaire du printemps 2011.

Y aurait-il un modèle «Ennahda», consommé et attesté dans la vie ?

Si tout le monde s'entend pour dire que l'évolution de la ligne politique du mouvement Ennahda (issu du MTI) est un acquis positif, il faut néanmoins relever et expliquer le fait qu'il n'en résulte pas une volonté unanime d'aller vers une évolution similaire au niveau de l'Etat.

Ennahda exhibe son renoncement à l'islamisme, mais n'en est pas moins le premier mouvement à s'accrocher à l'instrumentalisation de l'islam par l'Etat.

Une situation anachronique où ce mouvement traverse d'une rive à l'autre,

mais plante la Tunisie et la force à rester au milieu du gué !

Sa mue l'amène à la conviction que l'acte de vote est un acte politique qui n'a rien à avoir avec le sacré, et dans le même temps, il refuse de concevoir que l'acte de gestion, ou l'acte de légiférer soient eux aussi découplés du sacré.

En soi, cela constitue un double langage, et doit susciter la plus grande vigilance. La désacralisation de son action politique propre ne devrait-elle pas l'amener à adhérer à la désacralisation du politique en général ?

On le voit donc, aussi bien sur le plan de l'exemplarité de la révolte du jasmin, que sur celui de la démarche politique qui la prolonge, El Ghannouchi n'a rien à exporter, ni en direction de l'Algérie, ni d'un autre pays.

Pour la révolte du jasmin, il n'en a pas la paternité, elle est le fait d'un peuple excédé.

Pour la démarche politique actuelle, les partis «victorieux» à la Constituante versent franchement dans les ententes et les négociations d'appareils plus qu'ils ne brillent dans la conception et la conduite d'un débat sociétal, objet et fondement du recours à la Constituante.

Mohand Bakir